

siste pendant longtemps malgré leur existence. Il subsiste tant que, malgré toutes ces ~~successives~~ oppositions, la majorité de ces forces ou bien ont des intérêts qui les lient à l'existence de la propriété privée, c'est-à-dire à l'Etat bourgeois, plus grands que ceux qui l'opposent à elle, ou bien ne prennent pas conscience de la nécessité de supprimer l'Etat pour supprimer la propriété privée". L'Etat subsiste dans cet équilibre entre des forces contradictoires et participe lui-même à ces forces. Mais sa forme politique, gouvernementale, se modifie suivant le rapport de force à l'intérieur de cet équilibre. Par sa subsistance, il impose à l'ensemble de la population la prédominance de la bourgeoisie dans son ensemble. Il légalise et impose l'exploitation des ouvriers producteurs de plus-value pour le patron. Dans ce sens, il défend d'une façon permanente, générale, historique, les intérêts de toute la bourgeoisie.

Mais, dans le cadre de cet équilibre favorisant les propriétaires des moyens de production, si la lutte d'intérêts continue - et doit être freinée, limitée par l'Etat - c'est que les intérêts particuliers, immédiats de tous les hommes, de toutes les couches, de toutes les classes, ne sont pas satisfaits, même à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même.

Si l'Etat bourgeois défend d'une manière permanente la bourgeoisie contre les autres classes, à l'intérieur de la bourgeoisie il doit défendre les intérêts immédiats de la couche la plus riche contre, au tout au moins avant, les intérêts des autres propriétaires de moyens de production. Ce processus existe d'une façon continue depuis l'établissement de l'Etat bourgeois. Pour défendre toute la hiérarchie des exploitateurs, l'Etat défend la couche décisive, celle qui possède la base matérielle dont dépend la conquête du marché mondial. Ces interventions de l'Etat dans l'économie, les plus importantes, sont toujours faites au profit de la couche la plus riche. Les conquêtes des marchés, des colonies, profitent d'abord et directement à cette couche. L'armée, la marine, la diplomatie, défendent toute la bourgeoisie mais à travers les intérêts immédiats des plus gros actionnaires.

Ce processus apparaît d'une façon beaucoup plus visible depuis l'institution de l'impérialisme. L'Etat ne peut défendre une bourgeoisie qu'en défendant, en permanence et direction, les intérêts du capital financier. Le fascisme est précisément la forme de domination de toute la bourgeoisie sur les autres classes, dans laquelle toutes les activités de la nation : économiques, financières, politiques et culturelles, sont subordonnées aux intérêts du capital financier, selon l'appréciation sans appel de Trotsky. Tous les intérêts immédiats de tous les bourgeois, de toutes les couches de la bourgeoisie, sont brimés, diminués, ignorés par l'Etat au profit des seuls intérêts d'une couche de plus en plus étroite de plus en plus mince, de monopolieurs.

Dans l'ensemble d'un équilibre mondial entre les impérialismes et entre les classes, l'Etat bourgeois fasciste continue à défendre les intérêts historiques de la bourgeoisie tout en lésant, par la contrainte des lois et de la police, les intérêts immédiats de l'immense majorité des bourgeois eux-mêmes. Et il apparaît ainsi clairement que la forme même de l'Etat a été modifiée lorsque le rapport des forces nationales et internationales a permis ou a oblige le capital financier allemand à devenir directement la couche gouvernante de toute la bourgeoisie allemande. Ainsi les intérêts immédiats des seuls monopolieurs sont défendus par l'Etat au détriment des intérêts immédiats de tous les autres bourgeois, pourtant les intérêts historiques de ceux-ci - la subsistance de la propriété privée - continuent à être défendus et l'Etat continue à être bourgeois.

Si nous nous sommes étendus sur cette succinte analyse de l'Etat bourgeois, c'est que nous pensons qu'elle éclaire le problème de l'Etat prolétarien que nous traitons ici. Pour nous, il reste indubitablement établi qu'aussi longtemps que le régime de la propriété étatisée subsistera en URSS, l'Etat qui défendra ce mode de propriété sera un Etat prolétarien. Même si, dans un rapport de forces donné, dans un équilibre entre les nations et les classes donné, les intérêts immédiats les plus élémentaires des ouvriers sont combattus. Même si ce rapport de forces donne le pou-